

coup de torchon!

**Le journal de la CLAC-Montréal
★ Convergence des luttes anticapitalistes
Automne 2011**



Coup de torchon!

coup de torchon : Bagarre, combat, lutte individuelle ou collective, conflit, guerre, bataille ; se battre, se quereller, se disputer, combattre

Le journal de la CLAC-Montréal ★ Convergence des luttes anticapitaliste ★ Automne 2011

Éditorial

De la nécessité de l'anticapitalisme dans le contexte global actuel

La situation mondiale actuelle continue d'être dominée par la crise du capitalisme qui, jour après jour, se « mondialise un peu plus ». Partout dans les pays riches, les gouvernements adoptent des plans d'austérité qui viennent appauvrir encore plus la grande majorité. Aujourd'hui ce qui s'importe et s'exporte le mieux pour le capitalisme, c'est la misère !

Les révoltes populaires au cœur des pays impérialistes comme la Grèce, l'Espagne, ou la Grande-Bretagne, les *Intifadas* héroïques contre les régimes sanguinaires et soumis à l'impérialisme dans les pays arabes, les résistances contre les invasions et les occupations en Palestine, en Irak, en Afghanistan et en Lybie, montrent que les peuples ne sont pas impuissants face à la tyrannie. Pendant ce temps, les criminels à cravate du G20 continuent de se pavaner de sommet en sommet, de répression en répression, de coupures en coupures, alors qu'ils se targuent d'être « humanitaires » et d'aider le tiers-monde pendant qu'ils s'accordent en coulisse pour envahir, occuper, dominer tel ou tel autre pays selon leurs intérêts économiques et politiques du jour. Le prochain rendez-vous de cette élite mondiale en novembre prochain en France se heurtera à coup sûr à la résistance des militantEs anti-capitalistes et à la mobilisation d'une partie de la population qui veut montrer son ras le bol de ces mafieux camouflés de démocratie qui s'enrichissent sur son dos!

L'idée qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme mondial commence à se lézarder devant les ravages causés par la crise générale du système et les guerres impérialistes.

Au Canada, l'élection d'un gouvernement majoritaire conservateur laisse entrevoir que nous serons bientôt confrontés aux mêmes difficultés et attaques. De nombreuses attaques contre les femmes, les immigrantEs, les autochtones et les « criminels » (lire anarchistes, communistes et marginaux!) renforcent la domination de l'élite, cette petite clique majoritairement blanche et mâle qui poursuit la colonisation et l'exploitation en divisant les communautés et appauvrissant les travailleurs et travailleuses. Sans parler du gouvernement provincial, qui lui aussi cherche à rembourser son déficit sur notre dos.

Notre riposte doit s'organiser dès maintenant. En tenant compte de qui est devant nous, il importe que les initiatives de résistance travaillant à s'encren dans des enjeux locaux et celles qui se concentrent sur des luttes plus globales s'unissent et se présentent comme un bloc solide, certes hétérogène dans la diversité de sa composition, mais uni pour s'opposer aux horreurs du système capitaliste.

Dans ce contexte, la mise en place de la tradition d'un premier mai anti-capitaliste est selon nous un pas important dans cette direction. Chaque année, nous sommes plus nombreux et nombreuses dans les rues pour montrer que la rage des travailleurs et travailleuses, des sans-emploi, des excluEs de ce

système injuste est grande et que la source des problèmes sociaux, économiques et politiques auxquels nous sommes confrontés est le système capitaliste, qui fait chaque jour plus de victimes ici et partout dans le monde. Nous devons travailler à faire grandir, année après année, la mobilisation du 1er mai anti-capitaliste et à diversifier nos tactiques pour surprendre l'adversaire.

Mais nous devons aussi créer d'autres rendez-vous et d'autres espaces pour travailler et lutter ensemble en tant que mouvement anti-capitaliste. Par exemple, l'élection d'un gouvernement Harper pour un troisième mandat, cette fois majoritaire, semble faire germer ugrande populaire dans les milieux communautaires, syndicaux, étudiants et autres. Nous croyons qu'il est stratégique de profiter de cette conjoncture pour développer une campagne contre les politiques conservatrices dans une perspective anti-capitaliste plus large et plus radicale qui dénonce et s'oppose non seulement à Harper et à ses marionnettes, mais qui démasque et cible les profiteurs capitalistes qui, de connivence avec les politiciens au pouvoir (peut importe le parti), s'enrichissent en nous volant, ainsi que ceux qui consolident la concentration de leur pouvoir avec ces politiques! Ces criminels, qu'ils soient ministres, banquiers ou PDG ont des noms, des adresses et des visages; montrons leurs qu'ils doivent répondre de leurs actes et que leur système à assez duré!



Le mouvement anticapitaliste local : l'importance stratégique d'une convergence

Depuis dix ans, pour mobiliser autour d'enjeux globaux, faire des liens entre les enjeux spécifiques des luttes locales, faire avancer la diversité des tactiques et porter le message anticapitaliste avec un certain succès malgré des moyens limités, la CLAC et d'autres formes

d'organisation ssemblables ont été très utiles à la gauche anticapitaliste radicale.

Le 22 janvier 2011, une trentaine de militantEs se sont rassemblés dans le cadre d'une Consulta pour effectuer un bilan de la CLAC 2010 et discuter des perspectives possibles. Certains constats ont fait consensus et c'est à partir de ceux-ci que les principes de re-fondation d'un espace de convergence et de coordination permanent pour la gauche anticapitaliste montréalaise ont été décidés, ce qui a donné naissance à la CLAC-Montréal.

Nous considérons que pour renforcer le mouvement, il faut des luttes spécifiques qui mobilisent les gens à proximité, mais il faut aussi des mobilisations plus larges pour faire converger toutes ces personnes afin qu'elles puissent faire les liens entre leurs réalités, sinon elles restent fragmentées. Ainsi, si nous voulons arriver à créer un mouvement anticapitaliste fort, les groupes et individus qui mènent des luttes spécifiques doivent travailler ensemble sur des enjeux plus larges.

Par ailleurs, nous croyons que si nous voulons maintenir un espace de convergence à long terme, il nous faut une structure souple et non bureaucratique. Une convergence de groupes bien que politiquement très intéressante a nécessairement un fonctionnement plus lourd qui engloutit une bonne part des énergies dans le maintien de sa structure interne. Nous avons donc décidé qu'il était plus réaliste et fonctionnel, compte tenu de notre contexte local, de maintenir une convergence où les décisions se font sur une base individuelle. Cependant nous avons la conviction profonde qu'il est vital que les différents collectifs militants de la gauche radicale montréalaise incluent dans leurs plans d'actions l'implication dans des campagnes et mobilisations sur des enjeux rassembleurs pour notre mouvement, qui portent haut et fort notre message et nos positions anticapitalistes et anti-impérialistes.

Un effort collectif de réflexion sur l'état des lieux de nos luttes doit mener à ce que les militantEs radicaux et radicales assument l'importance stratégique de s'investir dans une convergence afin de faire des liens entre les batailles que nous menons au quotidien sur divers enjeux tout au long de l'année et de consolider localement un mouvement anticapitaliste plus solide et plus fort.

★CLAC-Montréal



Vraiment, toutes les raisons sont bonnes pour se mobiliser contre le G-20 !

La CLAC-Montréal organise une manifestation anticapitaliste contre le Sommet du G-20, le jeudi, 3 novembre (en soirée, heure et lieu à confirmer à www.clac-montreal.net)

Le prochain sommet du G-20 se tiendra en France les 3 et 4 novembre 2011. En pleine crise économique, sociale et environnementale, cette rencontre sera la confirmation d'une nouvelle instance mondiale de sauvetage du capitalisme. Joignons-nous aux mobilisations déjà prévues !

Genèse et transformation du G-20

En novembre 2008, alors que la crise économique déboussole les bourses, les chefs des grandes puissances économiques se réunissent à Washington pour s'entendre sur quelques mesures à court terme et donner du galon aux rencontres des ministres des Finances du G-20 qui existent déjà depuis 1999. Ces trois dernières années, une quinzaine de rencontres au sommet (ministres sectoriels, chefs d'État, G-8, etc.) ont eu lieu pour confirmer cette transformation du G-20 en une instance de gouvernance internationale de premier plan.

Depuis la Société des nations, fondée sur les décombres de la Première Guerre mondiale (avec l'espoir qu'une telle boucherie ne se reproduire plus !), de nombreuses instances de gouvernance internationale ont vu le jour, la plus célèbre étant l'Organisation des Nations unies (ONU – 1945).

Après les années glorieuses d'expansion économique qu'ont connues les capitalistes après la Seconde Guerre mondiale, une crise économique complexe frappe au début des années 1970 (crise pétrolière, taux de change, hausse importante du chômage, etc.). En novembre 1975, les cinq grandes économies du monde capitaliste (États-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne, France, Japon) se rencontrent officiellement une première fois. Peu après, le Canada et l'Italie se joignent au groupe sélect. La Russie viendra établir le G-8 en 1998.

En marge du G-8, de nombreuses institutions financières veillent à l'hégémonie des grandes puissances : la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), etc. Ces différentes institutions et agences internationales avancent toujours les mêmes dictats : mesures d'austérité, privatisation des services publics, ouverture des frontières nationales aux capitaux étrangers, etc. La libéralisation du commerce est d'ailleurs un bel exemple de ce qui profite aux pays



riches. Alors que depuis un siècle les États occidentaux subventionnent grassement leurs industries nationales, ils exigent aujourd'hui des pays émergents de ne pas faire de même.

La crise économique du début des années 1990, le fossé démographique entre le G-8 et le reste du monde, la progression économique phénoménale de certains pays du Sud obligeront les grandes puissances à élargir leurs horizons. En décembre 1999, pour une première fois, on réunira « les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des pays industrialisés et des pays émergents pour faciliter la concertation internationale en matière économique ». des instigateurs de ce nouveau G-20 sera notre multimillionnaire québécois Paul Martin, alors ministre des Finances du Canada (et dont la famille possède toujours une flotte de paquebots immatriculés dans des pays pauvres!).

Le G-20 compte 19 pays membres (Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil,

Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie), auxquels s'ajoute l'Union européenne. Ces pays représentent près des deux tiers de la population mondiale et 85 % de son économie. Quant à elle, l'ONU regroupe dix fois plus de pays membres, soit 193, pour plus de 99% de la population de notre petite planète... Les chefs autoproclamés du G-20 sont, dans le meilleur des cas, élus par le quart de la population de leur pays (on ne parlera pas de l'Arabie saoudite ou de la Chine). Le prochain sommet s'inscrit d'ailleurs dans une année électorale pour la France, l'Allemagne et les États-Unis.

Après la rencontre de Washington en novembre 2008, la décision de réunir dorénavant les chefs des grandes puissances, et non seulement leur responsable des finances, était prise. On parle de « la principale enceinte de coopération économique et financière, pour assurer une croissance mondiale fondée sur des bases saines et solides ». Dans les faits, le G-20 est un huis clos de quelques centaines de personnes qui décident du sort de l'humanité !

Cette consolidation du G-20, à titre d'instance des grandes décisions mondiales, s'effectue en marge de l'ONU. D'ailleurs, l'ONU n'est que l'une des organisations invitées à assister à l'événement, sans plus.

Les raisons expliquant la transformation du G-20 incluent, entre autres, le concept Nord-Sud classique, maintenant remplacé par un nouvel ordre capitaliste mondial. La mondialisation – concentration des grands capitaux – est souvent invoquée. Il y a aussi le changement de garde dans les économies mondiales. Par exemple, le Brésil, pays historiquement surendetté qui est aujourd'hui déjà la septième économie du monde, deviendra bientôt la cinquième, devant la France et le Canada ! Quant à elle, l'économie de la Chine, négligeable il y a trente ans, dépassera d'ici une décennie ou un peu plus celle des États-Unis.

Le sommet français

Le sommet se tiendra dans la ville de Cannes, dans le sud de la France. Malgré sa renommée mondiale liée à son célèbre festival, Cannes est une ville relativement petite et isolée de près de 80 000 personnes. Les autorités ont déjà déclaré que la sécurité sera moins coûteuse que lors de la tenue du sommet à Toronto en

Harper, l'aide maternelle et un sommet de mensonges

On ne devrait pas s'étonner des mensonges des politiciens, mais l'indignation est toujours vive quand on prend la mesure de leurs volontés réelles. Un cas patent de l'hypocrisie des politiciens nous a été donné par notre potentat canadien de Stephen Harper. À la fin du mois de mai 2010, pour mettre un peu de vernis sur son sommet de voleurs en préparation pour la fin juin à Toronto, Stephen Harper dira que sa présidence (du G-20) sera celle des préoccupations envers les femmes pauvres des pays en développement. Vous vous en souvenez ? Après trois années de coupes idéologiques et draconiennes dans le financement des organismes qui interviennent auprès des femmes, des Autochtones et des ONG qui œuvrent à l'étranger, le bon Stephen sortait ce lapin de son chapeau : l'aide maternelle. On ne su jamais s'il en fut véritablement question durant les trois jours du Sommet de Toronto. Silence total...

En janvier 2011, le NPD présentait à nouveau son projet de loi privé C-393, visant à améliorer la Loi sur les brevets des médicaments utilisés à des fins humanitaires internationales. On voulait ainsi autoriser les fabricants de médicaments génériques à créer des médicaments à faibles coûts pour les pays en voie de développement. Au mois de mars, les députés l'adoptèrent à 172 voix contre 111 (toutes conservatrices). Ces médicaments allaient aider essentiellement les femmes des pays pauvres pour lutter contre les maladies de toutes sortes : le SIDA, les carences alimentaires, etc.

Quelques jours après l'adoption de la loi par la Chambre des communes, le ministre Tony Clement a écrit aux sénateurs conservateurs, majoritaires, de ne pas sanctionner le projet de loi tout en sachant qu'il mourrait au feuillet alors que les élections approchaient... Peut-être qu'un jour des femmes accorderont à Stephen le même sort que les femmes ont réservés à l'épicier du village dans *Germinal*, de Émile Zola...



juin 2010. C'est que toutes les routes à des lieux à la ronde seront tout simplement fermées !

Le président français Nicolas Sarkozy agit à titre de président annuel du G-20. Dans ses objectifs, il ne veut rien de moins que « réformer le système monétaire international ; renforcer la régulation financière ; lutter contre la volatilité excessive des prix des matières premières ; soutenir l'emploi et renforcer la dimension sociale de la mondialisation ; lutter contre la corruption ; agir pour le développement ». Que d'illusions...



mobilisationsG8G20.org

La réalité, c'est que les inégalités en France comme ailleurs ne font qu'augmenter... comme la répression envers celles et ceux qui osent se tenir debout ! Sarkozy peut bien faire des palabres sous la protection bienveillante de son grand ami québécois, le multimilliardaire Paul Desmarais (actionnaire important de la compagnie pétrolière française TOTAL et, entre autres, propriétaire du journal *La Presse* à Montréal. Comme quoi les grands capitalistes sont apatrides !). Dans les faits, malgré le rôle catastrophique des spéculateurs boursiers dans la crise de 2008, l'objectif est toujours de satisfaire les exigences des marchés financiers. « Il faut les rassurer », soutient Stephen Harper. Peut-on se surprendre que les propositions comme l'élimination des paradis fiscaux soient écartées du revers de la main...

La misère, encore la misère !

Alors que nos connaissances et nos capacités de production sont à un niveau inégalé dans l'histoire de l'humanité, la misère et la pauvreté affligent la grande majorité de la population mondiale. La concentration de la richesse entre les mains de quelques millions de personnes sur les 7 milliards d'êtres humains dépasse l'entendement. Comment tolérer que près de la moitié de la population mondiale ne vit qu'avec quelques dollars par jour ?

Le capitalisme est une bête affamée. Que des continents brûlent lui importe peu. Ses impératifs bafouent les droits de la personne ; l'obligation du développement détruit l'environnement ; les désirs d'une infime minorité sont satisfaits au mépris des besoins élémentaires de la majorité...

Avec le G-20, on proclame la fatalité supposée du capitalisme. La fin de l'histoire, l'œuvre de la main de Dieu, le destin inéluctable des faibles et des forts...

Dans cette voie, le délire américain – où la droite mobilise la population pour que les riches ne paient pas d'impôt, réclame le maintien des dépenses militaires (malgré les coûts humain et financier ahurissants des folies guerrières des dix dernières années), exige des coupures dramatiques dans les programmes sociaux pour rembourser la dette, rêve de l'élimination totale des syndicats (ce qui est presque le cas avec seulement 10% de travailleuses et de travailleurs syndiqués) – apparaît comme un terrible cauchemar. Comme si la classe dominante voulait gagner quelques années avant la débâcle totale.

L'importance de répliquer

Tous ces chefs autoproclamés du G-20 sont misérables. Ils n'ont aucune légitimité. Agir sur notre propre base et non en réponse aux agendas des grands de ce monde est plus que nécessaire. Mais il faut aussi se tenir debout et leur barrer la route lorsqu'ils paradedent ! Le G-20 n'est pas un petit « 5 à 7 » pour la galerie. Il ne faut pas se méprendre sur l'importance réelle de ces rencontres décisionnelles. Les instances comme le G-20 ne sont pas contraignantes pour les pays membres, mais ces pantins du capitalisme, malgré des contradictions parfois réelles, s'entendent comme larrons en foire : leur intérêt commun à faire fructifier le capitaliste sur les vastes champs de la misère humaine est insatiable...

La France militante se donne rendez-vous à Milan, à quelques dizaines de kilomètres à l'est de Cannes, pour toute une semaine de protestations. Une vaste coalition lance un appel à la mobilisation (www.mobilisationsg8g20.org) sous le slogan moqueur de *Yes we Cannes* ! On les entend crier justement que « Nos vies valent plus que leurs profits ! » Faisons leur écho !

Nous avons répondu présent à Toronto lors du Sommet du G-20 tenu en juin 2010. Le 11 novembre 2010, près

de 1 000 personnes ont manifesté durant deux heures dans les rues du centre-ville de Montréal, alors que se tenait le Sommet du G-20 à Séoul. À Montréal, comme dans de nombreuses autres villes dans le monde, ne laissons pas les voleurs planifier leurs mauvais coups en toute impunité. Ils trônent de haut, mais ce sont des géants au pied d'argile.

À l'image des manifestations du Premier mai, les Sommets du G-20 pourraient devenir un moment de grande solidarité entre les peuples et de résistances au capitalisme. L'infinie cupidité des rapaces capitalistes n'aura qu'un temps, organisons-nous et luttons !

À bas le G-20

À bas le capitalisme

Solidarité avec tout-Es les exploités et opprimés du monde !

Les informations factuelles de ce texte sont principalement tirées d'un livre publié par l'organisation ATTAC «Au mépris du monde G8 – G20 et peuples en lutte» (Éditions Les liens qui libèrent, 110 pages, mai 2011) et des sites Internet suivants : www.mobilisationsg8g20.org, www.g20.org, www.g20-g8.com/g8-g20, l'encyclopédie virtuelle Wikipédia et le journal *Le Devoir*.



Le vent se lève !

La classe dominante voudrait nous faire croire que tout est sous contrôle et que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ! Nous serions ainsi rendu à la fin de l'histoire, à la conformité bien acceptée du système de domination capitaliste... Et bien non ! Dans les faits, depuis toujours, des individus, des groupes, des collectivités, des peuples se rebellent contre la misère, la pauvreté, l'arbitraire, et l'exploitation. Même en Chine, malgré le silence contrôlant des autorités, on rapporte chaque année des milliers « d'événements non autorisés », essentiellement des révoltes sur les lieux de travail.

Depuis un an, la brise constante des révoltes prend de la force. Les médias bourgeois relaient ces informations à contrecœur, mais de par leur ampleur, les soulèvements populaires défraient les manchettes.

Les événements de l'année 2011 dans le monde arabe resteront gravés dans les mémoires comme parmi les plus importants de l'histoire contemporaine. On se rappelle de 1989 pour les émeutes de la place Tiananmen et la chute du Mur de Berlin. Il en sera de même pour 2011. Ces soulèvements sont à première vue surprenants, mais ils sont complexes et loin d'être terminés. Les lendemains qui chantent ne sont pas garantis, mais la tempête ne sera pas sans conséquences même pour le reste du monde... Qui aurait espéré tout ce qui se produit depuis janvier en Égypte, en Libye, en Syrie, en Tunisie et, à des degrés différents, dans plusieurs autres pays de ce coin du monde ? Ces révoltes se font au prix de milliers de morts, mais le désespoir a ses limites !

Depuis un an, l'Europe n'est pas en reste. Elle connaît aussi sa vague d'indignés ! Les rues grecques, espagnoles, irlandaises, sont noires et rouges de monde contre la vie chère!



DÉCOLONISONS NOTRE SOLIDARITÉ : CIBLONS LES PROFITEURS DE LA GUERRE!

Lorsque nous clamons notre solidarité avec les peuples du Sud, que nous exigeons pour eux (ou avec eux ?) des droits et des libertés, nous lançons cet appel depuis nos écoles, notre confort, notre sécurité. Avant nous, d'autres bonnes intentions ont été formulées à l'égard des "peuples étrangers" pour leur apporter les bienfaits de notre civilisation, de notre modernité. Il y a 500 ans, l'Occident prétendait exporter ses valeurs hors de ses frontières, l'entreprise s'est soldée par le génocide et l'esclavage de millions d'êtres humains. Ces cicatrices divisent aujourd'hui le monde. En tant qu'Occidentaux, lorsque nous parlons du "Sud", nous parlons de cette histoire coloniale. Et alors que notre gouvernement exporte la paix et la démocratie (Afghanistan, Haïti, Libye, pour ne nommer qu'eux), c'est cette même histoire qui se poursuit sous les bottes de nos soldats, derrière les dollars investis par nos compagnies. Nous tissons des liens avec les perdantEs de cette histoire et puisque nous voyons en eux et elles nos égaux, nous refusons de croire en la fatalité de leur pauvreté, de leurs violences, de leur "retard" : nous accusons un système qui érige son pouvoir en les écrasant. Pourtant, nous sommes confortablement installé-e-s au centre de sa victoire, jouissant des privilèges du peuple conquérant... (www.pasc.ca/decolo)

À défaut de décoloniser l'Amérique, nous décoloniserons donc notre solidarité! Car elle est colonisée. De suprématie blanche et de supériorité occidentale. Et bien sur, des politiques impérialistes de l'État canadien. Faut-il s'en convaincre?

Coupures de financement aux ONG canadiennes

Depuis leur arrivé au pouvoir, les conservateurs nous ont offert des exemples éloquentes en la matière. Après la mainmise du lobby sioniste sur Right & Democracy (Fight & Burocraty pour les intimes), le gouvernement a ensuite couper les vivres aux Ong canadiennes Alternatives et Kairos pour leur soutien au mouvement palestinien, sans parler du démantèlement du Conseil Canadien de la Coopération Internationale (CCCI) suite à son appui public envers Kairos, accusé d'antisémitisme par le ministre de l'immigration, Jason Kenney. Affichant leur soutien indéfectible à l'État d'Israël, les conservateurs on par ailleurs retiré tout financement à la Fédération canado-arabe (FCA) ainsi qu'à l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). À la liste d'ONG canadiennes reléguées à la liste noire s'ajoute le moribond Développement et Paix, repris en main par la droite

religieuse ainsi que la douzaine d'organismes défendant les droits des femmes ici et à l'étranger mis sur le banc pour leurs positions en faveur du libre-choix. Nous avons suivis ces attaques de la droite avec préoccupations car nous savons que des alliéEs au Sud en seront affectéEs mais nous n'en sommes pas révoltéEs, nous étions déjà révoltéEs.

Les conservateurs ont certes terni la démocratie canadienne (sic) en justifiant leurs coupures par les positions politiques de ces organisations, dans ce cas, la critique de l'apartheid israélien et la défense du droit à l'avortement, mais les compressions budgétaires en matière de solidarité internationale ont commencées bien avant eux. Le budget de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) dédié aux ONG canadiennes est en déclin significatif depuis le début des années 1990. (Aux lendemains de la guerre froide, qui a encore besoin de séduisants ambassadeurs à

l'étranger ?) En 1995, le gouvernement sonnait le glas de « l'âge d'or » des ONG canadiennes : les programmes de l'ACDI (incluant son financement aux ONG) sont dès lors inclus dans la nouvelle politique internationale canadienne qui vise trois objectifs : (1) accroître la prospérité canadienne, (2) contribuer à un monde plus sécuritaire et (3) diffuser les valeurs canadiennes dans le monde. Profits. Complexe militaro-sécuritaire. Supériorité des valeurs occidentales. Plutôt que de se surprendre des décisions budgétaires, ne faudrait-il pas se demander comment les ONG, financées par l'ACDI, participent (malgré elles?) à créer les profits et la « sécurité » canadienne ?

Les ONG : émissaires de l'Empire ?

Le colonialisme et l'impérialisme ne sont pas quittes avec nous quand ils ont retiré de nos territoires leurs drapeaux et leurs forces de police. Pendant des siècles les capitalistes se sont comportés dans le monde sous-développé comme de véritables criminels de guerre. Les déportations, les massacres, le travail forcé, l'esclavagisme ont été les principaux moyens utilisés par le capitalisme pour [augmenter] ses richesses et pour établir sa puissance. [...] quand nous entendons un chef d'État européen déclarer la main sur le cœur qu'il lui faut venir en aide aux malheureux peuples sous-développés, nous ne tremblons pas de reconnaissance. [nous] n'accepterons pas que l'aide aux pays sous-développés soit un programme de « sœurs de charité ». Cette aide doit être la consécration d'une double prise de conscience, prise de conscience par les colonisés que cela *leur est dû* et par les puissances capitaliste qu'effectivement *elles doivent payer.* » Fanon, Frantz. *Les Damnés de la Terre*, 1961.

Le vent se lève! (suite)

Les déferlantes « émeutes » qui ont éclairé la Grande-Bretagne au début du mois d'août ont surpris. Quatre jours, Londres, ses banlieues, des images saisissantes ! L'indignation bourgeoise était à son comble ! Mais comment s'étonner que trente ans de paupérisation, de démembrement des programmes sociaux, d'enrichissement des riches et d'appauvrissement des pauvres ne conduisent à une explosion du genre à un moment ou un autre ? Il y aurait près d'un million de jeunes en Grande-Bretagne qui sont sans-emploi et qui ne sont pas aux études... Les mobilisations étudiantes de l'automne 2010 avaient aussi donné un avant-goût de l'été 2011. Le premier ministre de la Grande-Bretagne, James Cameron, doit se réjouir de ce détournement d'attention, lui qui est plongé dans une scandaleuse histoire d'écoute électronique. Il joue les vaillants et promet la vengeance. Contre les « crimes » qui ont été commis, il ne réclame rien de moins que le retrait des logements sociaux aux familles dont les pré-

ados ont volé aussi peu que de la gomme à mâcher... Ce cher Cameron, descendant direct de Thatcher, devrait plutôt diriger sa colère vers ses amis voleurs à cravates qui, dans les faits, sont les véritables vandales. Le mépris n'aura qu'un temps !

En Israël : contre toute attente et brisant enfin la sacro-sainte priorité nationale que ce pays donne aux questions sécuritaires, des milliers d'israéliens et d'israéliennes descendent actuellement dans les rues pour le droit au logement, contre la vie chère, contre le monopole économique de l'élite nationale.

Au Chili, c'est littéralement le feu aux poudres ! Les étudiantes et les étudiants ont parti le bal au début de l'été et c'est maintenant par dizaines de milliers que les Chiliennes et les Chiliens participent aux manifestations qui se succèdent. Un grève générale de deux jours et des manifestations monstres ont eu lieu les 24 et 25 août, où plus de 1 400 personnes ont été arrêtées et plus de 200 ont été blessées, tant chez les policiers que les manifestantEs! Dans la nuit du 25 août, un adolescent de 16 ans, Manuel Gutierrez, a été tué d'un coup de feu tiré par la police dans l'est de Santiago.

Le Sommet du G-20 tenu à Toronto les 26 et 27 juin 2010 restera un des moments importants des contestations au Canada. Le chiffre frappe : 1 105 arrestations! Avec seulement trois jours de manifestations, dont la plus grosse rassemblera à peine 20 000 personnes, la proportion des arrestations (dont de nombreux badauds) dépasse l'entendement. En pleine période d'austérité économique, on n'a pas hésité à donner 600 ou 700 millions de dollars à quelques

milliers de personnes, les amis de l'industrie de la sécurité et de la répression. Le monopole de la violence prend tout son sens ! Les anticapitalistes ont bien répondu, mais on retiendra aussi de cet événement la faiblesse de la mobilisation des mouvements syndical, communautaire et des ONG en tout genre.

Les soulèvements et les protestations qui ébranlent le monde ont chacun leurs contextes, caractéristiques, forces et faiblesses, contradictions... et espoirs. Mais ils ont aussi en commun le désœuvrement économique larvé d'une partie importante de la population. On peut clamer le contraire... crier aux vandales. Il reste que tout cela survient aux lendemains d'une crise économique qui perdure pour les plus pauvres, en pleine crise alimentaire mondiale qui fait exploser les prix de la nourriture, etc. Chaque révolte donne du courage à une autre. Que les dirigeants jouent à l'autruche sur les véritables raisons de tout cela ne fera que donner du souffle à la brise pour qu'elle devienne rafale, puis tempête qui balayera tout !

Le capitalisme, ce système qui veut que la richesse et la puissance d'une petite minorité augmente sans cesses au détriment de la vie du reste de l'humanité et de l'épuisement des ressources naturelles, n'est pas la fin de l'histoire. Il peut en être autrement!

Comme le démontre l'actualité mondiale, la contestation reprend vie et le pouvoir de la rue, au grand dam des criards de la droite, est encore la meilleure manière de se tenir debout !



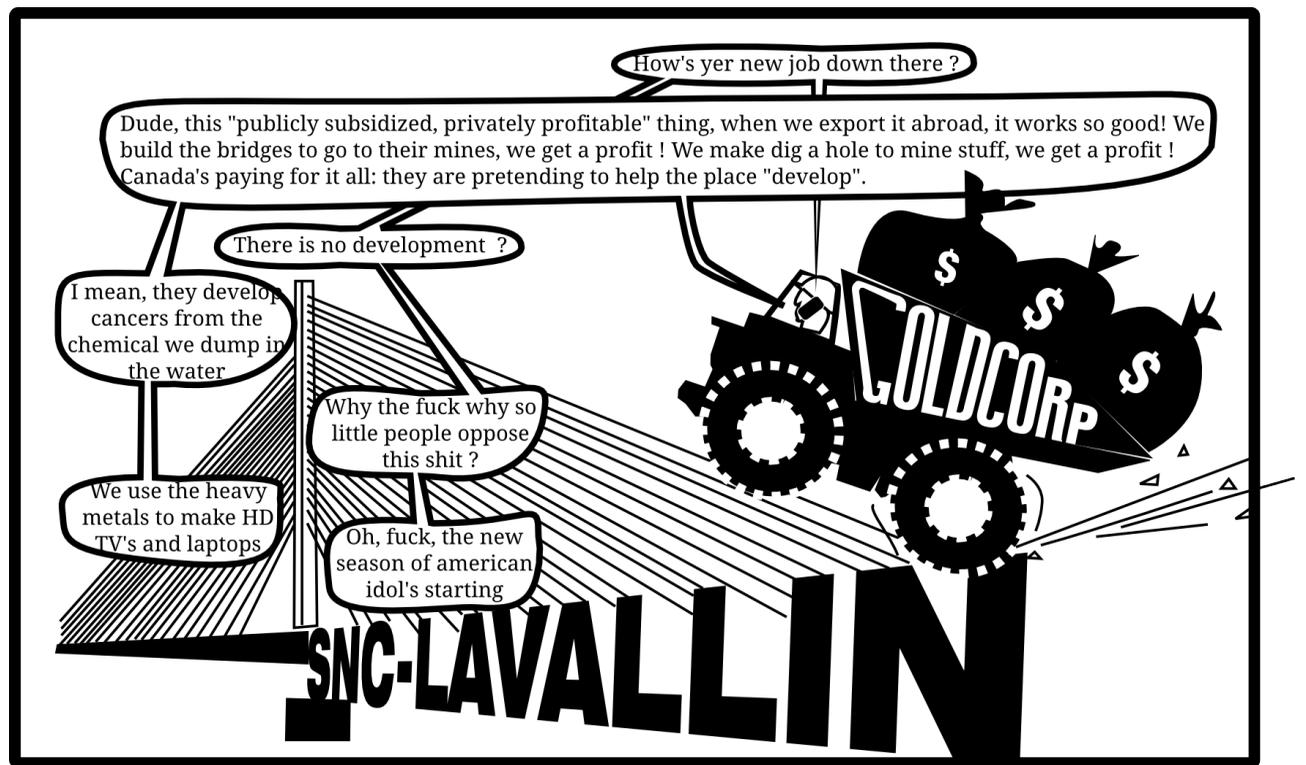
Cinquante ans après les déclarations de Frantz Fanon, figure de proue du mouvement anti-colonial, les « bonnes sœurs de charité » pullulent toujours, tantôt habillées de développement financé par la Banque mondiale, tantôt vêtue d'un altermondialisme financé par ... la Fondation Ford? L'Église? l'ACDI ? Pavanant une neutralité (made in USA) ou une sociale démocratie acceptable (comme dans : « durable, responsable, équitable »), ces émissaires du Bon Samaritain occidental s'immiscent là où les peuples avaient résisté à l'envahisseur, bonifiant au passage l'image de l'Empire, facilitant son expansion, à l'image du missionnaire ouvrant la voie au soldat conquérant. Un coopération internationale coloniale, une solidarité colonisée.

La solidarité : un acte de déloyauté face à l'Empire

Devant ce chemin colonial pavé de bonnes intentions, force est de constater que l'oppression et le privilège sont les deux faces d'une même médaille; l'une ne peut exister sans l'autre. Être sensibilisée, voire révoltée, contre les conséquences de l'oppression, n'est qu'une partie de l'équation. Reconnaître les avantages que confère cette oppression pour les membres privilégiés en est une autre. Nous ne prétendons pas être les égaux de nos sœurs à l'étranger. Nous savons que notre confort s'est bâti sur leur esclavage; qu'elles sont les protagonistes des luttes de décolonisation et que nous restons, malgré nous, des représentantEs (indignes tout au moins) de l'État canadien, de la classe mondiale riche, de la suprématie blanche en Amérique. Notre solidarité avec les opprimés exige donc un acte de déloyauté vis-à-vis du groupe dominant d'appartenance : nous refusons la distribution sociale des privilèges même si nous en bénéficions.

Cette solidarité nourrie de conflit social anime les mouvements internationalistes qui, de la Première internationale, en passant par les brigades de la guerre civile espagnole et les luttes de décolonisation, s'est renouvelé avec le soulèvement zapatiste (1 janvier 1994, date d'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange d'Amérique du Nord, ALENA) alors que les insurgés en appelaient à la solidarité des peuples, depuis la base, à gauche, (¡ Abajo y a la Izquierda!) pour construire l'Internationale de la résistance. Le Projet Accompagnement Solidarité Colombie, issue des mobilisations contre la ZLEA, se revendique de ce courant historique. Nous ne donnons pas dans la charité, nous ne participons pas au rayonnement de la politique étrangère canadienne, nous sommes le caillou dans son soulier.

La déloyauté vis-à-vis de la classe canadienne privilégiée et son principal représentant qu'est l'État est pour nous une condition nécessaire à l'exercice de nos solidarités. Nous affichons notre déloyauté face à l'État canadien et à l'impérialisme Blanc et entendons résister à sa guerre. Guerre de capitaux, guerre de sécurité des capitaux. Nous y résistons ici et là-bas. Au sein des forteresses de l'Empire et dans son arrière-cours. Là où le même système est à l'œuvre. Brute. Sans les gains sociaux obtenus par les luttes, certes, mais également concédé grâce aux richesses et à la paix volées en territoires conquis.



Colombie et guerre coloniale

Faut-il le rappeler, la guerre sale qui ravage la Colombie depuis des décennies et causent, encore de nos jours, massacres, déplacements forcés, tortures, assassinats politiques et emprisonnement des dissidents n'est pas un conflit local, étranger au Canada. Nous unissons nos voix aux organisations sociales colombiennes et aux communautés en résistance pour clamer haut et fort : « il s'agit d'une guerre impérialiste » financée et alimentée par les intérêts économiques du Nord. « Notre » agence de développement international s'y implique pour modifier les cadres législatifs en faveur des entreprises étrangères, « notre » gouvernement conservateur signe un accord de libre-échange pour dorénavant l'image d'un État paramilitaire et le couvrir du sceau démocratique, « nos » entreprises (minières et pétrolières en premier lieu) y revendiquent la « sécurité de leurs investissements » qui se traduit par des brigades militaires chargées de la protection des mines et des oléoducs, des troupes paramilitaires qui « nettoient » les territoires (massacres et déplacements forcés), des tueurs à gage qui éliminent les organisations syndicales, etc, « notre » production agricole y est écoulee à bas prix détruisant l'économie paysanne, etc, etc, malheureusement la liste s'allonge. Et sur cette liste nous inscrivons, entre autres : SNC Lavallin pour ses travaux d'infrastructures, grassement financés par l'ACDI, souvent gardés par des paramilitaires démobilisés soi-disant en réinsertion, Medoro Ressources pour ses manigances visant à déplacer un village complet pour y construire une mine à ciel ouvert (village de Marmato, Département de Caldas), la Greystar pour ses projets d'extraction causant la contamination de nappes phréatiques (nouveau projet à Santurban, Dép. Santander), la Talisman pour sa violente intrusion dans des territoires autochtones, les pétrolières canadiennes dont la Petrobank et la Grantierra pour leur colonisation de l'Amazonie, cause de destruction environnementale et de déplacements de populations, etc.

La Colombie offre aux transnationales un terrain de jeux de premier choix, main d'œuvre captive (déplacée et re-déplacée) impunité en prime. 85 % de l'investissement étranger dans ce pays se concentre dans l'extraction de minerais et d'hydrocarbures, les canadiennes, chef de file dans ce secteur, s'en lèchent les babines. Le secteur minier y connaît une croissance fulgurante : entre 2002 et 2009, les investissements étrangers ont augmenté de 500%!! La réforme énergétique n'y est pas étrangère. Nul autre que l'Institut canadien de recherche en énergie (ICRE) fût mandatée pour élaborer le nouveau code minier (2001) de la Colombie ! Ce dit « projet d'aide internationale » a été réalisé grâce aux fonds accordés par l'ACDI et aux contributions de sponsors privés tels que les multinationales BP Canada

Energy, Cargill, Chevron Canada, Conoco, Down Chemicals, Mobil, Shell, Total Fina ELF, UNOCAL, etc. Pour rédiger cette législation minière, le ICRE a embauché le cabinet Martinez-Cordoba et associés. Ce cabinet d'avocats représentait à l'époque, plus de la moitié des compagnies minières canadiennes inscrites au registre national des entreprises d'exploitation minière. Les avocats des compagnies minières canadiennes semblent avoir bien faits leur devoir : plus de 40% du territoire colombien est aujourd'hui réparti en concessions minières. Les minières canadiennes remportent la grosse part du gâteau en contrôlant la moitié des projets miniers présentement en phase d'exploration.

Cette implication de l'ACDI en Colombie s'aligne sur les objectifs de la politique extérieure canadienne, les projets des ONG canadiennes victimes des coupures n'y correspondaient pas selon les conservateurs. Nous ne prétendons pas ici ré-ouvrir l'épineux débat sur le financement public de l'action communautaire autonome, nous nous contentons de réorienter la critique. S'il faut se lamenter sur le retrait du financement à certaines ONG canadiennes, commençons par dénoncer l'alignement des programmes de coopération internationale sur la mission de politique étrangère d'un État impérialiste. Puisque notre confort canadien repose sur la poursuite de cette guerre coloniale (« guerre de capitaux.. guerre de sécurité des capitaux »), assumons la responsabilité de nos privilèges, miroir cachée de l'oppression : ciblons les profiteurs canadiens de la guerre!!!

★ PASC
(Projet Accompagnement Solidarité Colombie)



Stephen Harper : un trip de pouvoir sur le corps des femmes!

Le gouvernement conservateur concrétise, depuis son entrée au pouvoir en 2006 et sa réélection en 2011, des mesures drastiques contre les femmes d'ici et d'ailleurs. Nous ne pouvons que nous indigner devant tant d'attaques dirigées spécifiquement contre les femmes.

Les attaques sont nombreuses et vous, lecteurs et lectrices, les connaissez : des coupures de financement, de nombreuses tentatives de recriminaliser l'avortement, des investissements massif dans l'appareil militaire, l'abolition du financement aux ONG canadiennes qui pratiquent des avortements à l'étranger et des interventions militaires qui résultent dans la violence, le viol et la mort de milliers de femmes. Le gouvernement fédéral est directement responsable de la détérioration de nos conditions de vie, tant en sol canadien qu'outre-mer.

Éducation sexuelle

Le patriarcat est à l'œuvre, avec comme chef de chantier Stephen Harper. Le temple misogyne qu'il édifie prend son assise sur les bases de l'oppression des femmes et la réappropriation de leur corps. Bien entendu, les conséquences de toutes ces attaques se font sentir directement sur le terrain. Cela est visible jusque dans les écoles, où l'on n'enseigne pratiquement plus aux enfants les rudiments de l'éducation sexuelle, maintenant par conséquent leur ignorance sur la contraception, la santé et le respect de soi et de l'autre. Une autre génération sacrifiée! Ce sont bien entendu les filles qui subissent le plus gravement les conséquences de ce manque d'information et d'éducation : elles seules risquent une grossesse non planifiée. Lorsqu'elles souhaitent avorter, c'est «Bonjour l'angoisse», avec des services de moins en moins accessibles et gratuits! Leur risque de subir des violences sexuelles est nettement plus élevé que celui des garçons. De plus, les conséquences des ITSS sont généralement plus graves pour les filles, peuvent occasionner l'infertilité et même être mortelles pour elles! Ne pas s'occuper de l'éducation sexuelle des jeunes est criminel, particulièrement pour les filles!



Avortement

Lors du premier mandat de Stephen Harper, cinq projets de loi ont été déposés par les conservateurs à la Chambre des communes pour tenter de recriminaliser l'avortement. Le langage employé dans ces projets de loi était totalement démagogue et paternaliste à l'égard des femmes. Si l'un de ces projets de loi avait été adopté, il aurait ramené les femmes plus de 20 ans en arrière. Chaque fois, ce gouvernement conservateur trouve des alliés pour soutenir son programme rétrograde, en particulier les hauts placés de l'Église catholique, du mouvement anti choix, et même l'Opus Dei, un groupe catholique composé de non prêtres membres de l'élite économique et politique.

Voyant que la résistance était bien trop forte, les conservateurs ont temporairement délaissé la question de l'avortement au Canada pour y attenter dans tous les programmes canadiens d'aide internationale. En effet, un nombre faramineux d'ONG canadiennes se sont vues retirer leur financement et leur droit d'exercer en santé maternelle et reproductive partout dans le monde si elles continuaient à offrir des services d'avortement. On voit bien que ce gouvernement garde le cap, que ses orientations sont limpides et que les femmes, partout dans le monde, sont directement ciblées par sa vision conservatrice. Maintenant que Harper a été réélu avec une bonne majorité, nous avons tout à craindre et tout à perdre pour nous et nos filles, ici même au Canada. Les femmes veulent maintenir leur droit à décider pour elles-mêmes des enfants qu'elles auront, et ce en toutes circonstances. Espérons que nous saurons défendre ce droit aussi âprement que nos sœurs aînées.

Abus sexuels

Tout comme pour l'avortement et la santé reproductive, le gouvernement de droite n'agit pas que d'un océan à l'autre! Rusé, il préfère agir loin d'ici, loin des regards et de l'opposition des militantes, sachant qu'il rencontrera ainsi moins de résistance. C'est ce qui se passe jour après jour en Afghanistan, où les femmes subissent des crimes de guerre odieux et des viols sanglants. C'est aussi la réalité insoutenable de milliers de femmes travaillant en Amérique Latine pour des entreprises minières canadiennes et leurs filiales qui transforment les minerais en produits. Que valent pour Harper la vie et l'intégrité d'une femme, une non canadienne à plus forte raison? Très peu en comparaison avec le prix des avions de chasse et des intérêts des entreprises d'armement. Tant qu'il y a des profits à faire, on se permet de passer sur le corps des femmes et d'ignorer leurs droits.

Abus de pouvoir

Mais il ne faudrait pas s'illusionner! La valeur de la vie et de la sécurité des femmes canadiennes ne pèse pas beaucoup plus lourd dans la balance conservatrice. On a été en mesure de le voir très clairement à Toronto, lors du G-20, alors que des militantes et des journalistes se sont retrouvées arrêtées sommairement, intimidées, menacées de viol collectif, privées des nécessités les plus élémentaires et suspendues de leurs droits inaliénables. Sur ces actions illégales, le gouvernement conservateur a fermé les yeux, les a secrètement et économiquement encouragées. Que penser d'un gouvernement qui surveille secrètement ses citoyennes les plus engagées dans les mouvements de résistance? Que penser d'un gouvernement qui annonce publiquement qu'il ne protégera pas ceux et celles qui

tenteront une action humanitaire pour Gaza si Israël les attaque? Mais pouvons-nous vraiment être étonnés alors que ce même gouvernement orchestre plusieurs formes d'esclavage moderne, comme c'est le cas pour les femmes aides familiales et domestiques!

Bâilonnement

Il est clair que ce gouvernement utilise l'intimidation, la violence et la force pour faire taire toutes les voix qui s'opposent à sa gouvernance. Sa ministre de la condition féminine avait même été jusqu'à conseiller aux organisations féministes les plus réformistes to «Shut the fuck up!» Encore une fois, on tente de contrôler la parole des femmes, de saper leur force collective et d'en faire des femmes soumises, qui se contentent de peu. On cherche à les endormir avec de beaux contes sur l'égalité-déjà-là, prétextant que les choses sont tellement pires ailleurs pour les femmes. Mais nous n'oublions pas que le patriarcat règne ici comme ailleurs et que nous devons être solidaires en tant que femmes et refuser l'oppression, quelle que soit la forme qu'elle prend.



Résistance

Nous vivons dans un État qui ne se cache même plus pour faire sa sale job. On sait depuis peu que de nouvelles escouades sont mises sur pied comme GAMMA, spécialement pour contrôler les mouvements sociaux. Bien sûr, les escouades comme GAMMA, au SPVM, sont de juridiction provinciale, mais l'orchestration de la dérive démocratique actuelle pour des soi-disant raisons de sécurité provient directement du fédéral! Le gouvernement bafoue nos droits jour après jour et utilise la répression pour nous assujettir. Toutefois, nous devons continuer à nous organiser et à nous mettre en action, car sans une résistance organisée de notre part, la situation sera encore plus dramatique. Nous ne pouvons plus nous permettre de simplement riposter aux nombreuses attaques du gouvernement Harper. Nous devons nous organiser ensemble sur la place publique pour le dénoncer, montrer le visage antiféministe, monstrueux et inhumain de ce gouvernement et en finir avec son trip de pouvoir.



Esclavage, génocide & guerre au terrorisme

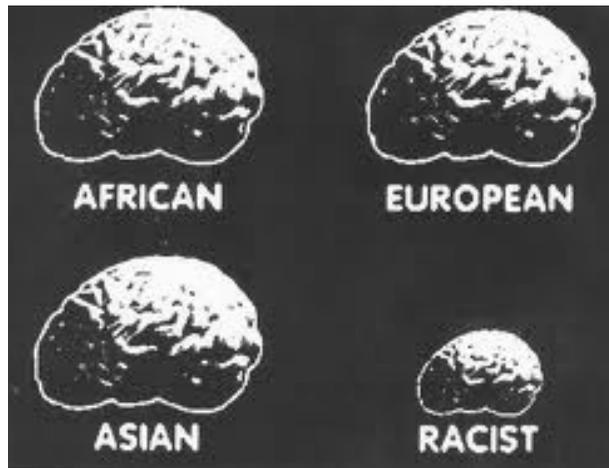
Une lecture anticoloniale du Canada

Au Canada, le terme de « suprématie blanche » a été banni du vocabulaire populaire où le discours sur le « multiculturalisme » pose le voile sur les tensions racistes de la société. Comme le note la sociologue canadienne Himani Bannerji, « L'appel multiculturaliste gomme en quelque sorte l'expérience coloniale et le caractère profondément eurocentrique de l'espace national canadien dans le but de recomposer et de relégitimer la nation afin de la rendre attrayante au plus grand nombre »ⁱ.

Ce discours bien pensant camoufle non seulement l'histoire du Canada, en tant que projet colonial, mais également les manifestations actuelles du racisme : les personnes racialisées restent confinées au bas de l'échelle salariale, sont sous-représentées dans les lieux de pouvoir et surreprésentées dans les institutions carcérales, pour ne nommer que ces phénomènes quantifiables.

Les trois piliers du pouvoir raciste

Pour Andrea Smith, féministe cherokee, le pouvoir raciste au sein de la société capitaliste d'Amérique du Nord, repose sur trois piliers : l'esclavage, le génocide et l'orientalisme.ⁱⁱ



Esclavage

Bien que l'histoire officielle reste souvent muette sur ce sujet, l'esclavage fut pratiqué au Canada français pendant près de 200 ans, la traite des Noirs qui avait lieu sous la domination française s'est poursuivie à la suite de la Conquête britannique. Ce système d'appropriation des être humains jugés inférieurs offrait aux riches et au clergé (principalement de Montréal) une main-d'œuvre gratuite.

Pour les féministes afro-américaines, ce système d'exploitation n'a pas complètement disparu, il a plutôt évolué vers la forme actuelle d'un capitalisme structurellement raciste. C'est ainsi qu'aux États-Unis, mais également au Canada, les besoins les plus aliénants dont les Blancs ne veulent pas, sont assumés par les citoyen-ne-s racialisé-e-s, principalement les femmes de couleur. Sans vouloir pour autant amoindrir les horreurs de l'esclavagisme, ces féministes suggèrent de reconnaître que le capitalisme « chosifié » également les êtres humains destinés aux travaux les plus aliénants.

Génocide

Le second pilier se réfère au génocide commis contre les peuples autochtones. Andrea Smith, distingue deux stratégies du pouvoir colonial et raciste : celle qui vise à exploiter les colonisé-e-s (Noires, esclaves) et celle qui

vise à annihiler les colonisé-e-s par des génocides culturels ou physiques (peuples autochtones). L'esclavage dote les personnes noires d'une unique valeur exploitable : leur force de travail. Ainsi, explique-t-elle, le système capitaliste qui le remplace a tout intérêt à « noircir » un grand nombre de ses membres afin d'avoir accès à un bassin de main-d'œuvre à bon marché. Notons ici que « noircir » réfère au fait que d'autres populations peuvent se retrouver marginalisées dans la catégorie « Noir » peu importe la couleur de leur peau (ex. les Irlandais en Amérique du Nord au 19^e siècle).

Pour sa part, le projet colonial reconnaît aux Peuples autochtones non pas la valeur de leur force de travail mais leur ressource collective : le territoire. La présence de peuples prétendant à la propriété collective de la terre est un frein à la privatisation et à l'exploitation des ressources naturelles. La notion même de propriété collective est un obstacle au système capitaliste, d'où la nécessité d'exterminer physiquement et culturellement la présence autochtone sur le continent. Pour Kate Shanleyⁱⁱⁱ, féministe assiniboine, les autochtones sont réduits dans l'imaginaire nord-américain à une « absence présente » qui véhicule l'idée d'une espèce en voie d'extinction par la force de la modernité victorieuse et qui justifie la poursuite de l'appropriation de leurs terres par les descendants coloniaux. : S'il est vrai que les peuples autochtones du Canada ont conquis, au fil des ans, certaines protections constitutionnelles et législatives permettant d'amoindrir les pratiques discriminatoires à leurs égards, ni l'État fédéral ni l'État québécois n'est disposé à reconnaître les peuples ancestraux en tant qu'entités politiques contrôlant un territoire. Au Québec, qu'il soit question de la « Paix des Braves » avec les Cris ou de « l'Approche commune » avec certaines des communautés innues, la concession de droits par l'État provincial est conditionnelle à l'abandon, par les communautés concernées, de toute poursuite judiciaire en cours et, surtout, de l'ouverture de leur territoire à l'exploitation de leurs ressources naturelles (développement hydroélectrique, par exemple). Le litige qui oppose l'État québécois aux Algonquin-e-s de la réserve de Maniwaki revendiquant leurs droits de pêche et de chasse sur leur territoire ancestral, depuis 1984, offre un exemple de la stratégie québécoise en la matière. Réfractaire à une

telle demande, l'État québécois allongea les recours juridiques en Cour provinciale (1988), en Cour supérieure (1989) puis en Cour d'appel (1993), argumentant qu'il n'existait aucune preuve de l'occupation ancestrale de ce territoire par les Algonquin-e-s^{iv}. Loin d'être isolée, cette démarche favorisée par l'État québécois fut corroborée par le dévoilement en 2002 d'une série d'études réalisées pour le compte d'Hydro-Québec et du gouvernement québécois. Ces études visaient à démontrer que plusieurs nations autochtones n'occupaient pas les dits territoires ancestraux qu'ils revendiquent de manière continue et ce, dans le but de nier leur droit au titre d'autochtones, reconnu par la constitution canadienne^v. Cette non-reconnaissance de la présence autochtone se manifeste également dans l'incompréhension, voire les sentiments haineux, de la population non autochtone face aux revendications des Premières Nations, que l'on pense à la crise d'Oka de 1990; à Ipperwash (Ontario) et Gustafsen Lake (Colombie-Britannique) en 1995; à Lustiguj (Restigouche, Québec) en 1998; puis à Esgenoôpetitj (Burnt Church, Nouveau-Brunswick) en 2001, ou encore aux fortes oppositions contre le traité avec les Nisga'a en Colombie-Britannique ou à l'Approche commune avec les Innus au Québec. Enfin, cette « absente présence » où se figent les rapports ancestraux de subordination coloniale se transpose dans l'écart socioéconomique entre la population autochtone et la majorité canadienne.

Racisme et immigration

Le racisme institutionnel se manifeste, entre autres, au sein des politiques d'immigration de l'État canadien. Alors que le Canada avait fait appel aux immigrant-e-s chinois-e-s pour construire le chemin de fer d'un océan à l'autre (1880-1885), les ressortissant-e-s de la Chine se sont fait imposer une taxe d'entrée dès la fin des travaux (1885) avant de se voir totalement interdire l'entrée au pays entre 1923 et 1947^{vi}. Une politique similaire toucha les Japonais-e-s en 1927^{vii}.

Parallèlement, toute personne noire était interdite d'entrée au pays dans les années 1920. La liste des politiques racistes d'immigration s'allonge malheureusement et de nombreux autres exemples pourraient être cités. Loin d'être disparus de la politique canadienne officielle, les préceptes racistes orientent toujours les politiques d'immigration de ce pays; qu'on pense à la dernière mouture de la loi concernant les travailleur-se-s saisonniers agricoles, au refus de modifier le programme des aides familiales résidentes (qui affectent principalement les femmes sud-asiatiques), ou le changement de lois sur les réfugiées limitant les possibilités de demande de refuges.

HOMELAND SECURITY



Fighting Terrorism Since 1492



Guerre au terrorisme

Enfin, le troisième pilier, celui de l'*orientalisme*, se réfère à un concept développé par Edward Saïd^{viii} pour nommer le processus par lequel l'Occident s'identifie en tant que civilisation supérieure en se construisant en opposition aux peuples « exotiques » de l'Orient (ce dernier terme était utilisé par les peuples d'Europe centrale pour désigner toute culture qui leur était étrangère). Au fil des siècles, « l'Orient » a été affublé de différents attributs, toujours en opposition aux caractéristiques de la civilisation occidentale : sauvage ou romantique, spirituel (par opposition au rationalisme occidental), violent et chaotique (par opposition à l'ordre de la loi), etc. Mais l'Orient mystérieux n'est pas seulement source d'aventures et de richesses, il représente également une menace constante pour la civilisation occidentale. Les discours va-t-en guerre disséminés par les États impérialistes (blancs) s'enflent de cette vision de supériorité vis-à-vis des civilisations inférieures envieuses, qu'il soit question du « péril jaune », de la peur des « barbus latinos » qui s'en prenaient à l'impérialisme nord-américain ou de la peur d'une invasion de « notre » société par les pauvres de couleurs affluant à « nos » frontières. La construction d'un islam violent menaçant les « valeurs de la civilisation occidentale » participe du même discours. Le « terrorisme » y est présenté comme la menace de l'Orient face à l'Empire et à ses valeurs dites universelles de liberté et de démocratie.

Au Canada, la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (LIPR) est tristement connue, entre autres, pour sa mesure portant sur les certificats de sécurité, disposition qui suspend les droits fondamentaux d'individus soupçonnés d'activités terroristes : arrestation et détention indéfinies sans accusation, preuves secrètes (incluant des informations obtenues sous la torture), éventuel procès à huis clos et, à la clé, un renvoi sans appel vers le pays d'origine. Pendant plusieurs années, cinq hommes d'origine arabomusulmane ont vécu un véritable enfer kafkaïen, malgré

le fait que cette mesure administrative a été invalidée par la Cour suprême du Canada (trois d'entre eux sont toujours pris à l'intérieur de l'impitoyable machine). Devant l'importante contestation qu'a soulevée l'utilisation des certificats de sécurité, le gouvernement fédéral s'est tourné vers la récente Loi antiterroriste canadienne, adoptée en décembre 2001. La dérive sécuritaire fallacieusement justifiée par la dite menace terroriste (qui remplace dans les discours la menace communiste) affecte en premier lieu des individus et communautés racialisé-e-s : citons en exemple le refus de rapatrier Abousfian Abdelrazik en 2010, la déportation vers la torture de Maher Arar et de trois autres Canadiens d'origine proche-orientale (Abdullah Almalki, Muayyed Nureddin et Ahmad Abou El-Maati), la situation déplorable d'Omar Khadr, etc. Par ailleurs, les arrestations faites par la GRC, sous les dispositions de la loi antiterroriste, dans le cadre de l'opération grossièrement intitulée « Projet Samossa », l'accueil agressif réservé aux réfugié-e-s tamoul-e-s arrivé-e-s par bateau en août 2010, la récente chasse à l'homme lancée par les ministres Kenney et Toews et le projet de loi C-4 (celui sur les « clandestins et les passeurs ») qui sera adopté bientôt sont les derniers épisodes d'une longue série noire ciblant les communautés racialisées, appréhendées en tant que menace à la « Civilisation » canadienne^{ix}.

Bref, malgré le discours sur le multiculturalisme, malgré les chartes des droits et en dépit de l'image de « défenseur des droits humains » ou de « pays d'accueil » que le Canada vend sur la scène internationale, il n'est pas surprenant de voir ses soldat-e-s occuper des pays subordonnés (Haïti et Afghanistan) ou ses entreprises (minières en premier lieu) détruire territoires et communautés. Il ne s'agit pas là de cas isolés de violations au droit international ou aux droits humains, mais bien du rayonnement impérialiste d'un État qui, 500 ans après la conquête de l'Amérique, reste un projet colonial.

★ Réseau de la Commission populaire



- i Citée par Salée, « Peuples autochtones, racismisme et pouvoir d'État ... », p. 67.
- ii Smith, « Heteropatriarchy and the Three Pillars of White Supremacy ».
- iii Shanley, « Thoughts on Indian Feminism ».
- iv Salée, « Peuples autochtones, racismisme et pouvoir d'État ... »
- v Bulletin de nouvelles de Radio Canada, 17 août 2002 et 29 octobre 2002, cités par Salée, « Peuples autochtones... »
- vi Worrall, *Finding Memories, Tracing Routes...*
- vii Oikawa, *Cartographies of Violence: Japanese Canadian Women ...*
- viii Saïd, *Orientalism*.
- ix Pour plus d'informations sur ces cas, voir : Réseau de la commission populaire [En ligne] www.commissionpopulaire.org

Le projet GAMMA

Une Gestapo bas de gamme ?

Les services de renseignement politique obéissent au proverbe mieux vaut prévenir que guérir. Dans leur logique paranoïaque, ils montent des dossiers sur les mouvements de gauche, des plus radicaux aux plus modérés, avant que ceux-ci ne prennent une ampleur telle qu'ils échapperont à tout contrôle.

Car le jour où le « printemps arabe » fera tache d'huile au Québec et où les conseils d'arrondissement céderont la place aux conseils ouvriers, il sera manifestement trop tard pour commencer à fichier tout ce beau monde...

Et comme trop, c'est jamais assez, la police politique n'a jamais eu de scrupule à ratisser large.

Ainsi, pendant des décennies, le défunt Service de sécurité de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a ouvert des milliers de dossiers sur des syndicats ouvriers, des associations étudiantes, des militants pacifistes, des partisans de l'indépendance du Québec, des homosexuels, des associations de consommateurs et même le Parti Rhinocéros. (1)

Tommy Douglas, ex-premier ministre de la Saskatchewan et premier leader du NPD fédéral, a été espionné pendant près de cinquante ans par les « fédéraux ». Fait remarquable, vingt-cinq ans après le décès de Douglas, en 1986, le gouvernement fédéral

s'obstine encore aujourd'hui dans son refus de remettre la totalité du dossier confectionné au sujet de ce pionnier de la social-démocratie canadienne. (2)

La GRC avait même à l'œil Michael Ignatieff, ex-chef du Parti libéral du Canada, à l'époque où celui-ci était un simple étudiant qui s'amusait à organiser des colloques d'intellos à l'Université de Toronto, durant les années '60. (3)

En tout, plus de 800 000 Canadiens (rien que ça !) ont été fichés par la GRC jusqu'au milieu des années '80. (4) Discrédité par une série de scandales, le « SS » de la GRC a été démantelé pour laisser place au Service canadien de renseignement de sécurité (SCRS), en 1984.

Le SCRS a dès lors entrepris une purge dans la montagne de dossiers que lui a léguée son prédécesseur.

Quatre ans après sa création, le SCRS a cependant dû

essayer le feu de la critique après que son chien de garde, le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, eut publié un rapport l'accusant d'avoir fiché 30 000 citoyens soupçonnés de « subversion ». (5)

Oui, la police politique est une réalité depuis toujours au Canada, la dernière manifestation du genre étant la mise sur pied du projet GAMMA – pour *Guet des activités de surveillance des activités des mouvements marginaux et anarchistes* – par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Le nom de GAMMA est aussi subtil qu'un coup de matraque en pleine margoulette. Comme si le SPVM nous disait que les paniers à salade sont affamés et que les anars sont au menu.

L'inspecteur Jacques Robinette, l'officier du SPVM responsable de GAMMA, a tenté de justifier l'existence du projet en alléguant que les anarchistes se servaient de manifestations, comme celles pour dénoncer les hausses de frais et scolarité ou encore celles pour commémorer le



décès de Fredy Villanueva, pour y commettre des actes de vandalisme, lancer des projectiles et agresser des policiers. (6)

Pourtant, le SPVM sait pertinemment bien que toutes les manifestations organisées par la Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP) pour demander justice et vérité relativement à l'assassinat de Fredy Villanueva se sont terminés dans le calme et sans casse, et ce, sans exception. En tenant des propos aussi calomnieux, l'inspecteur Robinette n'a réussi qu'à apporter la preuve que le fait de manifester pacifiquement est nettement insuffisant aux yeux du SPVM pour éviter d'être ciblé par GAMMA.

Si le but visé par GAMMA était véritablement de lutter contre des catégories précises d'infractions criminelles, il aurait suffi de lui donner le nom de *Guet des agressions contre les policiers et des actes de vandalisme*, par exemple, une telle appellation ayant le mérite d'être dépourvue de toute saveur discriminatoire.

Au lieu de cela, le SPVM se livre désormais au profilage politique à visage découvert, et ce, en dépit du fait que l'article 10 de la *Charte des droits et libertés de la personne* interdit la discrimination fondée sur les convictions politiques.

Ce n'est cependant pas le Tribunal des droits de la personne qui risque de faire peur au SPVM, cette cour n'ayant jamais prononcé de condamnation pour discrimination fondée sur les convictions politiques jusqu'à présent.

Au fédéral, on sait à quoi s'en tenir avec la *Loi canadienne sur les droits de la personne* : les convictions politiques ne figurent même pas parmi les motifs de distinction illicites !

Comment s'étonner après ça qu'un policier anti-émeute ne s'embarrasse même pas de la présence d'une caméra pour expliquer à deux jeunes hommes attendant le début de la manifestation contre la brutalité policière du 15 mars 2011 que les anarchistes n'ont aucun droits parce qu'ils ne prennent aucune responsabilités ? (7)

Il faut dire que les forces constabulaires ont de moins en moins de raison de se garder une petite gêne avec un gouvernement conservateur majoritaire pro-flic à l'os à Ottawa, les troupes de Stephen Harper se montrant bien déterminées à élever la répression tout azimut au rang de religion d'État.

Le fait que GAMMA relève de la Division du crime organisé du SPVM a suscité plusieurs questionnements. C'est quoi au juste le rapport entre la pègre pis les activités des mouvements marginaux et anarchistes ?

Question d'autant plus pertinente quand on sait que le type d'infractions criminelles qui sont censées intéresser GAMMA rencontre difficilement la définition de gangstérisme.

En effet, le Code criminel définit une « organisation criminelle » comme étant un groupe composé d'au moins trois personnes dont l'un des buts principaux, ou l'une des activités principales, est de commettre ou de faciliter une ou plusieurs « infractions graves » susceptibles de lui procurer — ou procurer à une personne qui en fait partie —, directement ou indirectement, un avantage matériel, notamment financier.

Or, jusqu'à preuve du contraire, personne n'a réussi à tirer un quelconque « avantage matériel » en brisant des vitrines ou en cassant la gueule à des flics dans des manifs.



Le recours à un « agent source », c'est-à-dire à un civil qui accepte de recueillir de la preuve pour les policiers, à l'encontre de quatre militants de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) aujourd'hui accusés laisse toutefois songeur. Ne reconnaît-on pas là une méthode d'enquête privilégiée par les escouades policières qui font la lutte aux groupes de motards criminalisés ?

En fait, l'enchevêtrement entre la lutte au crime organisé et la lutte aux mouvements marginaux n'a rien de nouveau.

Que faisait un enquêteur du SPVM spécialisé en gangs de rue à surveiller Hoodstock, un événement organisé par le collectif Montréal-Nord Républik dans le cadre des activités de commémoration du décès de Fredy Villanueva, au parc Aimé-Léonard, en août 2009 ?

« On voulait voir si des gens voulaient se servir de ce tremplin pour faire des émeutes », a expliqué le sergent-détective Jean-Claude Gauthier, « témoin-expert » en gangs de rue, durant un témoignage rendu en avril dernier.

Ce même été, un agent d'infiltration du SPVM avait d'ailleurs tendu un hameçon à la CRAP. Quelques jours avant Hoodstock, l'agent James Noël, alias « Jimmy James », alias « Will Joseph Junior », avait contacté la CRAP pour proposer « [d']organisé kelkechose de fucktop » [sic], tout en mentionnant au passage que « [s]es boyz sont près a faire le war » [sic].

Le poisson n'a pas mordu. Cette fois-ci, le « service de renseignement » de la CRAP avait une longueur d'avance sur le service de renseignement du SPVM...

Et après ça, certains ne comprennent toujours pas pourquoi on ne fait pas assez confiance aux flics pour leur donner le trajet de nos manifs...

★CRAP
(Coalition contre la répression et les abus policiers)

Sources :

- (1) The Gazette, "Spy targets include Grannies, Rhinos", David Pugliese and Jim Bronskill, August 20, 2001. p. A10.
- (2) La Presse Canadienne, « Dossiers sur Tommy Douglas - Ottawa doit revoir sa décision, selon la Cour », Mike Blanchfield, 11 août 2011.
- (3) La Presse Canadienne, « GRC: Michael Ignatieff était surveillé pendant ses études universitaires », 20 mars 2011.
- (4) The Globe and Mail, "RCMP files on citizens 'will be cut back'", Robert Sheppard, August 27, 1981, p. 1.
- (5) The Toronto Star, "Canadian security service under fire for its files on 30,000 'subversives'", Olivia Ward, July 12 1987, p. A1.
- (6) The Gazette, "Police unit will monitor anarchists", Max Harrold, July 15 2011. p. A6.
- (7) <http://www.youtube.com/watch?v=-qGLK3ugc70&feature=related>



Fascisme & antifascisme radical

Le fascisme, de par son contenu théorique et son application pratique, est perçu assez négativement par une bonne partie de la population. C'est d'ailleurs pourquoi il est souvent utilisé comme insulte politique dès que quelqu'un semble faire preuve d'autoritarisme ou désire vouloir imposer quelque peu son point de vue. Pourtant, malgré le côté indéniablement négatif du fascisme, il est difficile de nier l'attrait qu'il peut avoir pour certaines personnes, de même que sa progression dans certains endroits. En effet, comment se fait-il qu'une idée comme celle-là puisse survivre encore et ne se retrouve pas définitivement aux poubelles de l'histoire?

Afin de pouvoir combattre efficacement le fascisme, pour qu'il ne soit plus qu'un mauvais souvenir pour l'humanité, il faut avant tout être capable de bien le cerner. Il est donc extrêmement important de se donner une définition adéquate du fascisme, ou des fascismes si nous reconnaissons qu'il peut exister plusieurs variantes.

Ainsi, nous adhérons à la définition qui considère le fascisme comme une tendance du système capitaliste qui exprime, par une mobilisation de masse, les idées de la frange la plus réactionnaire et chauvine de la bourgeoisie. Le fascisme est intrinsèquement lié au capitalisme et se porte à sa défense, et ce, quel que soit les tentatives des fascistes pour utiliser les sentiments anticapitalistes des victimes de la crise économique.

Apprendre du passé

L'expérience historique du XXe siècle nous démontre que le fascisme naît et se développe toujours comme une réponse à une crise politique et économique et qu'il se pose comme une alternative à l'extrême gauche lors d'une crise. Il s'agit donc d'une contre-révolution préventive. En effet, le fascisme est, face à la crise généralisée du capitalisme, l'idéologie qui tente de mobiliser les masses dans le sens des intérêts de

la bourgeoisie, permettant à cette dernière de maintenir son pouvoir.

Quelles sont les valeurs et idées véhiculées par les fascistes? En regardant de plus près les programmes des partis et mouvements fascistes, nous constatons qu'ils rassemblent des éléments hétérogènes empruntés autant aux plates-formes politiques de l'extrême droite qu'à la social-démocratie. Par contre, ce qui ressort est leur tentative d'adapter au goût du jour les idées réactionnaires et traditionnelles que sont le nationalisme, l'anticommunisme, l'antilibéralisme, le principe du chef, l'exaltation de la violence, l'utilisation de boucs émissaires et le patriarcat.

Nationalisme

Les fascistes utilisent surtout le nationalisme, ce qu'ils décrivent comme un sentiment fort d'attachement à la « nation », comme moyen de noyer la lutte des classes dans la cause nationale. En effet, pour eux il n'y a pas de classes sociales qui déterminent de projet de société, mais des « races », des « nations » voir même des « patries ». Tous doivent donc être solidaires, bourgeois, prolétaires, tous ensembles unis sous le même drapeau. Chaque groupe social restant ainsi bien à sa place, transformation de la société est impossible. De plus, ce sentiment nationaliste s'accompagne bien souvent de la notion de posséder un territoire national débarrassé des « indésirables ». Cette exaltation du nationalisme par les fascistes sert au renforcement de la puissance de l'État et de l'armée, qui s'accompagne potentiellement d'une volonté de conquête territoriale.

Anticommunisme

L'anticommunisme présent chez le fascisme doit aussi être perçu comme un dépassement de la lutte des classes par l'affirmation de la solidarité nationale ainsi



que la création d'organismes de type corporatif. Ici, le terme communisme est bien souvent étendu à toute l'extrême gauche, un anarchiste restant un « sale rouge » pour la plupart des fascistes. Avec le corporatisme, l'unité première de la société n'est plus l'individu ou la classe, mais le groupe national perçu comme une grande famille. Il ne peut donc y avoir d'intérêts irréconciliables entre patron et ouvrier. Les fascistes tentent ainsi de détourner un ressentiment d'origine économique chez les victimes de la crise économique, comme les petits-bourgeois ruinés ou les chômeurs, vers les « autres ». Que ce soit les rouges, les juifs, les étrangers, du moment que cette aversion n'est pas dirigé contre la bourgeoisie nationale.

Antilibéralisme

L'antilibéralisme est une autre des valeurs véhiculées par le fascisme. Cela peut aller des critiques à l'endroit des politiciens et parlementaires « corrompus », au rejet du système parlementaire dans sa globalité par l'aspect « inutile » et la « perte de temps » de la démocratie à laquelle est assimilé le parlementarisme bourgeois. Par contre, jamais la dénonciation du parlementarisme bourgeois ne s'accompagne d'un rejet total du système économique auquel il est assorti. Ainsi, bien qu'il y ait dénonciation des abus du capitalisme, il y a une pleine reconnaissance de la propriété privée.

Exaltation de la violence

Les fascistes font de la violence leur moyen privilégié pour éliminer leurs adversaires désignés, que ceux-ci se mettent ou non sur leur route. Ils utilisent également la peur et l'humiliation afin d'empêcher toute résistance. Ce culte de la violence va de pair avec l'importance accordée à l'armée, la police, la milice ou toute autre organisation permettant d'exprimer et d'appliquer cette violence.

Boucs émissaires

La désignation et la stigmatisation, voire la persécution de boucs émissaires considérés comme étrangers, sont aussi des éléments fondamentaux du fascisme. Le racisme et l'antisémitisme peuvent évidemment se retrouver ici, bien qu'ils ne soient pas systématiquement présents dans toutes les formes de fascisme. Ils le seront toutefois dans sa forme radicale qu'est le national-socialisme. Il est important de préciser que la désignation de boucs émissaires évolue au gré des peurs accentuées par les différentes fractions de la bourgeoisie et est reliée à des intérêts politiques et économiques. Nous voyons donc les cibles des fascistes évoluer au gré du temps et des endroits, s'attaquant ici par exemple aux Amérindiens, aux nouveaux arrivants, aux anglophones ou francophones pour les fascistes canadiens.



Patriarcat

Le patriarcat est relié à l'importance politique accordée au principe du chef, de l'effort physique et du culte de la violence, valeurs associées à la masculinité, mais aussi à la place bien précise accordée aux femmes par l'idéologie fasciste. Pour les fascistes, les femmes ont un rôle essentiel de reproduction et c'est ce qui explique bien souvent leur opposition à l'avortement. Quoique cette fonction soit valorisée, il n'en résulte pas moins une instrumentalisation réductrice de la femme, qui se voit exclue des sphères politiques et économiques. Les femmes sont donc avant tout perçues par les fascistes comme le « ciment de la nation » à protéger.

Au Québec et au Canada

Au Québec et au Canada, le fascisme ne s'exprime, pour l'instant, que par des petits groupes aux idées d'extrême droite. Cela ne veut toutefois pas dire que les idées fascistes ne se répandent pas dans la société. Au contraire, nous assistons plutôt à une certaine fascisation de la société.

En examinant la situation actuelle, nous constatons que les groupes fascistes organisés les plus importants en nombre et en force se retrouvent principalement dans les endroits où le Parti conservateur et les médias les plus offensifs dans la promotion d'idées réactionnaires sont extrêmement présents.

Les fascistes qui se « respectabilisent » en adoucissant en apparence leur discours, en évacuant partiellement le racisme et l'antisémitisme, voire même en remettant en cause l'expérience nazie, sont, dans ce contexte, particulièrement dangereux puisque cela favorise une alliance de plus en plus étroite entre les éléments de la droite et de l'extrême droite. Cette association peut favoriser la fascisation de la société en permettant la banalisation de certains éléments de l'idéologie fasciste, voire même en facilitant l'application de mesures de son programme politique.



Fascisme moderne

Par contre, il ne faut pas croire que la liquidation des acquis sociaux et le renforcement de l'État policier soient synonymes d'une forme moderne de fascisme. Ainsi, lorsqu'un État prend des mesures autoritaires, en renforçant son appareil répressif et policier, cela ne veut pas nécessairement dire qu'il fait un pas vers le fascisme. Il s'agit uniquement de l'utilisation du plein potentiel de l'État par la classe dominante afin de garder le pouvoir et de garantir sa place hégémonique dans la société.

Devant le risque anticipé de révolte en réponse à l'application de mesures économiques de plus en plus austères, la bourgeoisie a toujours laissé tomber son masque des libertés démocratiques et instauré des éléments liberticides, qui peuvent aller jusqu'à une dictature brutale, en utilisant tous les moyens étatiques dont elle dispose. Mais le fascisme ne doit pas non plus être considéré comme étant l'évolution obliquée du

que l'ultime forme de la dictature de classe de la bourgeoisie, et celle-ci y aura recours seulement si elle ne peut arriver seule à maîtriser les risques de contestation. Pour l'instant, sans opposition révolutionnaire véritable, elle y arrive aisément.

Éliminer le capitalisme

C'est pourquoi il ne faut pas se concentrer uniquement sur les groupuscules fascistes, mais bien combattre le capitalisme et toutes les franges de la bourgeoisie. C'est à notre sens l'idée même de l'antifascisme radical, soit combattre le fascisme par tous les moyens nécessaires, en s'attaquant principalement au capitalisme.

Il est clair que combattre les dérives autoritaires, répressives, impérialistes et guerrières de l'État bourgeois, c'est aussi combattre le fascisme. C'est en éliminant le capitalisme que nous arriverons à éliminer définitivement le fascisme. Car s'attaquer au fascisme, c'est aussi s'attaquer aux idées d'une droite conservatrice réactionnaire respectable, comme nous l'avons vu plus haut.

Culture antifasciste

Puisque le fascisme se développe effectivement lors des crises économiques et politiques, il faut comprendre qu'à son stade actuel de développement, le fascisme que nous retrouvons au Québec et au Canada propose surtout une culture et une morale. C'est pourquoi il faut lui opposer une culture antifasciste, progressiste, révolutionnaire. Il est sans aucun doute nécessaire d'opposer une identité de classe qui soit réellement populaire, internationaliste et multiculturelle au concept d'identité nationale basé sur le traditionalisme réactionnaire.

Si le fascisme est le résultat de l'influence idéologique de la bourgeoisie chez le prolétariat, il devient alors plus que nécessaire de favoriser le développement et la diffusion d'une culture antifasciste, que ce soit par la musique, des zines, des tracs et même des graffitis. Une culture qui fait la promotion, entre autres, du devoir de désobéissance face aux actes immondes commis par l'État bourgeois et ses représentants, de la nécessité de lutter, de résister face aux injustices ou de refuser la résignation face à l'oppression.

Front uni

Nous, de la gauche radicale, sommes tous d'accord sur la finalité de notre combat, soit une société solidaire réellement libre, une société sans classe. Par contre, nous sommes souvent en désaccord sur les moyens d'y parvenir. Que ce soit avec un parti communiste, une organisation anarchiste, par des syndicats révolutionnaires, des assemblées constituantes larges, etc., peu importe. Il est possible et souhaitable d'être en accord sur les éléments d'une culture progressiste active basée sur des actions antifascistes.

Dans l'immédiat, cette alliance doit se faire avec tous ceux et celles qui partagent nos valeurs de base que



sont la solidarité, l'entraide, l'internationalisme. Cette unité passe donc par un front uni populaire, avec des gens qui ne partagent pas nécessairement nos idées d'extrême gauche. Il ne s'agit pas ici de cacher, diluer ou de ne pas diffuser ces idées, bien au contraire, mais bien d'être conscientEs des divergences et de miser sur les points communs afin de détruire un ennemi commun.

Lutter et contre-attaquer

Cette unité doit perdurer et même se consolider concrètement dans nos actions militantes contre les fascistes. Des actions concrètes contre le fascisme, ça veut surtout dire qu'il ne faut jamais tolérer les idées fascistes, qu'il faut lutter contre les premiers symptômes de fascisme afin d'éradiquer ses racines dans la société : l'idéologie dominante et l'appareil politique bourgeois. Pour lutter efficacement, il faut s'éduquer, afin d'être capable de répondre à leurs arguments.

Il faut aussi savoir se défendre et contre-attaquer par tous les moyens nécessaires, aux moments jugés opportuns. Cela implique également l'acceptation de la nécessité d'utiliser la violence. Par contre, il faut éviter le piège de la constante réaction, il faut aussi être capable d'être offensif, tant aux niveaux culturel que physique, afin d'augmenter notre visibilité dans la société.

Cependant, la seule façon d'éliminer définitivement le fascisme reste d'abolir le capitalisme. Le seul véritable barrage fondamental au fascisme, c'est la lutte révolutionnaire anticapitaliste. Pour nous, c'est ce qui définit l'antifascisme radical.

★ RASH Montréal



Le mouvement communautaire peut-il freiner la droite?

Le mouvement communautaire est une fois de plus confronté à ses contradictions et à ses propres limites. Regroupant une multitude d'approches, de tendances, de secteurs d'interventions et de stratégies d'actions (ou d'inaction), il a graduellement perdu de son influence politique et son pouvoir d'action depuis l'époque où on le dénommait comme le regroupement des groupes populaires. Défenseur des valeurs progressistes et porte-étendard de la lutte à la pauvreté, le mouvement communautaire est passé d'acteur social dérangeant à partenaire de l'État et même du secteur privé. Dans la majorité des cas, il a préféré troquer l'éducation populaire et l'organisation communautaire pour la prestation de services mandatés par les autorités publiques qui se sont elles-mêmes désengagées de pans entiers du champ social.

Avec les années, la professionnalisation et la bureaucratisation des groupes et de leurs organisations (dits regroupements) ont créé des besoins financiers plus grands et ont accru la dépendance aux subventions publiques, générant toutes sortes de compromis et d'horreurs (pensons aux mesures d'employabilités tout en maintenant dans la pauvreté et la précarité une bonne partie des salariés (qui ne sont évidemment pas syndiqués). Parallèlement, beaucoup de groupes perdaient leurs militants-tes ou bénévoles, accentuant leur caractère désincarné et utilitaire.

Parmi les milliers d'organisations communautaires présentes sur le territoire québécois, une minorité travaille spécifiquement sur la défense des droits sociaux. On parle ici des droits des femmes, des chômeurs-euses, du droit au logement ou de la défense des prestataires de l'aide sociale. Malheureusement, ils passent une bonne partie de leur temps à essayer d'empêcher de nouvelles mesures anti-sociales et à gérer les conséquences individuelles et collectives de ces mêmes mesures. **D'ailleurs, il y a une volonté exprimée depuis plusieurs mois, de la part d'organismes subventionnaires, de couper les groupes qui « reçoivent de l'argent public pour critiquer le gouvernement »...**

Sur le front de la lutte politique, quelques coalitions ou tables permanentes existent mais travaillent généralement sur des dossiers sectoriels. Le milieu communautaire se mobilise également en réaction aux politiques d'austérité ou aux coupures des gouvernements en créant des coalitions temporaires. On a qu'à penser à la *Coalition pour la survie des programmes sociaux* des années 90 contre l'obsession



du déficit zéro du tristement célèbre trio Chrétien-Martin-Axworthy ou aux coalitions *Réseau vigilance* ou *J'ai jamais voté pour ça!* qui visaient à combattre les politiques régressives du premier mandat du gouvernement Charest.

Depuis un an et demi, la *Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics (COTPSP)*, qui regroupe plus de 100 organismes communautaires, étudiants et syndicaux, lutte contre les mesures sauvages des budgets du ministre des finances et ex-dirigeant du Fonds de solidarité de la FTQ, Raymond Bachand. Comme dans toute coalition, une minorité de groupes investit temps et énergie et mobilise ses membres pendant que la plupart des autres se contentent d'un rôle de figuration (en particulier certains syndicats). Les organisations les plus impliquées sont les plus combatives, ce qui explique que la COTPSP a organisé des occupations et des blocages (comme celui d'Hydro-Québec l'automne dernier). Par contre, la coalition est déjà à la croisée des chemins et ce pour plusieurs raisons: les trois mesures principales identifiées comme particulièrement odieuses (la taxe santé, l'augmentation drastique des frais de scolarité et la hausse dramatique des tarifs d'Hydro-Québec prévue à partir de 2012-2013) sont déjà en vigueur ou le seront bientôt sans que ce gouvernement de droite ne laisse entrevoir le moindre recul possible; comme mentionné plus haut, le petit nombre de groupes qui prennent au sérieux cette lutte commence à trouver la tâche pas mal lourde; finalement, la collaboration avec l'*Alliance sociale*, coalition créée de façon précipitée fin 2010 par les centrales syndicales et les fédérations étudiantes, a été douloureuse et a laissé des traces. Le comportement des centrales avec les organisateurs-trices et les militants-tes de la COTPSP avant et pendant la manifestation nationale du 12 mars dernier a confirmé ou révélé, selon le cas, les attitudes autoritaires et corporatives des dirigeants syndicaux.

La mobilisation contre le budget 2010 du Québec avait été forte et enthousiaste en raison de la violence des mesures qu'il contenait. Comme plusieurs annonces

allaient s'appliquer sur plusieurs années, celui de 2011 n'apportait pas beaucoup de nouvelles raisons de se révolter (même s'il diminuait, par exemple, le financement pour de nouveaux logements sociaux). Par contre, ce budget frappait fort en annonçant des hausses vertigineuses des frais de scolarité universitaires, ce que ce gouvernement néolibéral voulait faire depuis longtemps. À la Coalition, actuellement, il y a un débat sur la priorisation à accorder à la lutte contre cette hausse, d'autant plus que l'ASSÉ en est un des membres actifs. On semble s'enligner sur une grosse action-spectacle de désobéissance civile pour l'hiver prochain...

L'autre déception par rapport à cette coalition est son refus, articulé ou non, de se lancer dans la bataille contre le nouveau gouvernement conservateur majoritaire, celui-ci ayant déjà annoncé son désir de combattre les droits sociaux acquis. L'absence de la COTPSP pendant la dernière campagne électorale fédérale était assez révélatrice de son cantonnement dans le débat provincial.

Cette fermeture risque d'effriter sa cohésion et de plomber sa crédibilité, pendant que le bulldozer conservateur nous passe dessus...



Des nouvelles des arrêtéEs du G20

Depuis la fin de l'automne 2010, il ne reste qu'une dizaine de Montréalais faisant face à des accusations. Il en reste aujourd'hui huit, dont six sont en contact avec l'équipe de soutien légal de la Clac, active depuis plus d'un an.

Bilan : le travail collectif de soutien a permis à plusieurs personnes de faire tomber les charges qui pesaient contre elles et devant des demandes de divulgation de la preuve, la Couronne a plus souvent qu'autrement renoncé à ses accusations.

Accusations de complot et conditions de libération

Rappelons qu'au cours de l'année, une vingtaine de personnes ont été accusées de complot en vue de commettre un méfait, parmi lesquelles Jaggi Singh et Patrick Cadorette, deux militants montréalais de la CLAC. Plusieurs ont contesté leurs conditions de libération (entre autres: assignation à domicile, interdiction d'organiser ou de participer à des manifestations publiques). Des 17 accusé-es restant, seul Alex Hundert est encore soumis à l'assignation à domicile. Alex avait notamment été ré-arrêté pour bris de condition, la Cour ayant jugé que participer à une conférence universitaire ne respectait pas la conditions d'interdiction de manifestation publique.

Jaggi Singh, un membre de la Convergence des luttes anticapitalistes et de Personne n'est illégal-Montréal, a plaidé coupable techniquement pour avoir « conseillé de commettre un méfait de plus de 5000\$ », soit de faire tomber la clôture de sécurité du G20. Ce crime a eu lieu lors d'un discours pendant une conférence de presse qui s'est déroulée près de la clôture de sécurité, le 24 juin 2010. En échange du plaidoyer de Jaggi, la Couronne a retiré toutes les accusations criminelles de complot contre lui. a reçu une sentence avec sursis et douze mois de probation à purger à Montréal. Ses conditions sont désormais: de ne pas participer à une manifestation illégale, de ne pas s'associer avec ses ancienNEs co-accuséEs et d'effectuer 75 heures de service communautaire.

Patrick Cadorette a obtenu à la fin juin la levée de son assignation à résidence, mais sont maintenues les interdictions de s'associer ou de communiquer avec ses

co-accusé(e)s (y compris Jaggi, même si ce dernier ne fait plus partie du groupe d'accusé(e)s), et n'a toujours pas le droit d'organiser ou de participer à des manifestations publiques. Il lui est également toujours interdit de manipuler ou d'utiliser un téléphone cellulaire.

Bill Van Driel, originaire de Guelph en Ontario, habite maintenant à Montréal. Il est lui aussi accusé de complot dans le but d'entraver la justice et de commettre des méfaits de plus de 5000\$. Bill est également soumis à des conditions de libérations semblables: il lui est interdit de communiquer avec des membres des réseaux SOAR et AWOL (des coalitions ontariennes à laquelle peuvent virtuellement être associé(e)s l'ensemble des personnes ayant de près ou de loin participé à l'organisation des manifestations contre le G20 et plus largement tout activisme dans la région. Tout comme pour ses co-accusé(e)s, l'ensemble de la preuve dans son dossier est soumis à une interdiction de publication.

Les audiences préliminaires débuteront le 12 septembre 2011, où un juge devra déterminer si la Couronne détient suffisamment de preuve contre chacun(e) des 17 accuséEs restantEs, elles sont censées durer 11 semaines. À notre connaissance, les accuséEs doivent être présentEs en cour pour l'ensemble de ces procédures.

Méli-mélo d'accusations

Guillaume Constantineau et Youri Couture ont été arrêtés une première fois dans leur véhicule le lendemain des manifestations alors qu'ils retournaient vers Montréal. Arrêtés initialement parce que leur immatriculation était du Québec, ils ont été accusés de possession d'armes entre autres parce qu'ils avaient des vêtements noirs dans leur bagages. Les accusations initiales de Guillaume et Youri ont été abandonnées et ils ont été ré-arrétés pour méfaits au mois d'octobre 2010. Leur audience préliminaire est prévu pour septembre 2011, la Couronne demande une peine de prison ferme. Depuis un an, Youri et Guillaume, qui travaillaient et vivaient ensemble avant le G20, sont soumis à des conditions de libérations sous caution (environ 10 000\$ chacun) leur interdisant de se voir ou de communiquer même indirectement.

Juan Pablo Lepore, un documentariste argentin qui était en visite au Canada, est littéralement emprisonné dans ces frontières depuis une dizaine de mois. Il a été libéré sous caution en septembre 2011 (20 000\$) et son passeport a été saisi. Il se trouve donc contraint de rester au Canada en l'attente d'un procès pour méfait sans avoir le droit de travailler ou à une couverture médicale ou tout autre droit social. Il s'est dédié 'à la mi-juillet 2011, depuis la maison où il a été assigné à domicile, à l'édition d'un documentaire Semences « dont le but est d'inspirer, les neutres, les indifférentEs pour qu'ils et elles prennent partie dans cette lutte contre l'impérialisme. Depuis l'audiovisuel, nous semons ce que nous voulons pour le futur : La terre et la liberté ! » Les prochaines audiences en cour de Juan sont prévues pour octobre, il compte avec un maigre soutien économique du fonds légal de la CLAC. Des dons peuvent lui être adressés directement.

Tandis que le cirque judiciaire se poursuit...

Rappelons que 664 millions de dollars ont été dépensés pour la sécurité, l'organisation et l'accueil des Sommets du G8 et du G20 en 2010, et ce, au moment où unE CanadienNE sur dix vit sous le seuil de la pauvreté ! Alors que le rapport de la Vérificatrice générale, Sheila Fraser, a établi que 50 millions de dollars ont été détournés vers la circonscription du ministre de l'Industrie, Tony Clement, pour des projets n'ayant à peu près rien à voir avec le Sommet, aucun membre du gouvernement Harper ne sera traîné en cour ou ne risquera la prison pour avoir procédé à un tel vol de fonds publics.

Un an plus tard, le cirque judiciaire qui s'abat sur les opposantEs politiques continue, alors que perdure l'impunité pour les crimes policiers. Le vent de droite des conservateurs continue de souffler; dans les prochaines années, les compressions dans les programmes sociaux et les services risquent de s'accroître au même rythme que la répression des mouvements sociaux. Mais tant qu'il y aura des injustices nous continuerons de prendre la rue pour confronter les profiteurs capitalistes et les gouvernements qui sont à leur solde !

★ Le Comité de soutien légal de la CLAC

Soutien financier aux arrêtéEs du G20

Nous avons encore besoin de vos dons pour la défense des arrêtéEs du G20. Les sommes reçues iront au FONDS DE DÉFENSE LÉGALE DES ACCUSÉ(E)S DU G20, qui finance les accuséEs qui en ont besoin.

Pour se faire, émettez un chèque à l'ordre de :
Convergence des luttes anticapitalistes
Et l'envoyer à l'adresse suivante :

QPIRG Concordia (CLAC-2010)
c/o Concordia University
1455 de Maisonneuve O.
Montréal, Québec H3G 1M8

MERCI BEAUCOUP!!!



Requiem

Je suis l'anonyme multitude. La voix du silence que l'on tente de couvrir sous le son des canons. Je suis parmi une foule bien plus importante que moi ; de la militante du Chiapas aux enrégés d'Europe, tous et toutes sont unEs par l'appel de la révolte : celui de la conscience humaine enfouie sous des siècles et des siècles d'oppression et qui dit «y'en a marre ! Ya basta !». Plus jamais des meurtres génocidaires, des attaques «préventives» impérialistes, des justifications pseudo-moralistes des élites amoraux. Je suis celui qui est, et qui sera malgré tout. Sous les balles à Kaboul comme sous les lacrymos à Québec ; enfoui sous les bombes au Liban comme sous les insultes à Montréal ; dans les cages d'Irak comme dans les cages de Toronto, je suis mon idéal et je m'entête à exister. Nous sommes ingouvernables, et pour cela l'État, d'ici comme ailleurs, nous criminalise sous la table des Lois injustes, liberticides. Nous sommes tous et toutes étrangerEs à ces lois. Les mêmes qui nous expulsent, qui nous marginalisent, qui nous emprisonnent, qui font de la rue notre véritable patrie. Contre riches et patrons, possédants et dominants, nous continuons à lutter par tous nos moyens. Le jour où les mots ne résonnent plus, nous y ajoutons leurs significations. La nuit où nos pleurs ne suffisent plus, nous y ajoutons notre force. Le temps où nous ne pouvons plus continuer, nous nous découvrons d'autres appuis. Quand nous mourrons, d'autres reprennent le drapeau de l'Anarchie. Les barreaux qui nous enferment ne peuvent plus retenir nos idées et nos espoirs ; ils n'ont jamais pu. Nous sommes tous et toutes des criminelLES humanistes. Nous sommes la dissidence et la révolution. Nous portons en berne nos bannières de liberté, mais un jour ils flotteront sur les ruines du vieux monde abattu.

Ceux et celles qui ont connu «Torontonamo» peuvent témoigner de l'absurdité régnante dans cette société. Quand nous étions traités comme du bétail, promenés dans un labyrinthe de couloirs, enchaînés à nos sièges dans les autobus, insultés par les gardiens, les procureurs et les juges... Quiconque collabore à un tel régime perd son identité humaine. L'uniforme est gage de servitude. Un regard vaguement désolé avec un sandwich au fromage passé entre le grillage n'est pas noble, ni plus pardonnable de leur complicité. Nous n'oublierons jamais.

★par un accusé du G20



CLAC-Montréal

La Convergence des luttes anticapitalistes

Principes de fondation de la CLAC-Montréal :

1er principe : «Fonder la CLAC-Montréal sur un mode de fonctionnement antiautoritaire sur la base des principes de l'Action Mondiale des Peuples(AMP)*, à titre de convergence et de lieu d'organisation pour la gauche anticapitaliste radicale».

2ième principe : «Le vote individuel constituera la base décisionnelle de la CLAC-Montréal, tout en recherchant activement l'appui et la participation des groupes à ses campagnes et mobilisations».

3ième principe : «La CLAC-Montréal aura le mandat d'organiser deux assemblées régulières par année et des assemblées spéciales pourront être convoquées au besoin selon la conjoncture».

4ième principe : «La CLAC-Montréal aura le mandat de porter le discours anticapitaliste par l'organisation de campagnes et de manifestations, dont celle du 1er mai de chaque année».

* Les principes de l'Action mondiale des peuples

Un rejet très clair du féodalisme, du capitalisme, et de l'impérialisme, ainsi que de tous les accords commerciaux, institutions et gouvernements promoteurs d'une mondialisation destructrice.

Un rejet très clair de toutes formes et systèmes de domination et de discrimination dont (et de manière non exhaustive) le patriarcat, le racisme et le fondamentalisme religieux de toutes croyances. Nous reconnaissons la dignité entière de tous les êtres humains.

Une attitude de confrontation, puisque nous ne pensons pas que le " lobbying " puisse avoir un impact majeur sur des organisations à tel point partiales et antidémocratiques, pour lesquelles le capital transnational est le seul facteur réel déterminant leur politique.

Un appel à l'action directe et à la désobéissance civile, au soutien aux luttes des mouvements sociaux, mettant en avant des formes de résistance qui maximisent le respect pour la vie et pour les droits des peuples opprimés, ainsi qu'à la construction d'alternatives locales au capitalisme mondial.

Une philosophie organisationnelle fondée sur la décentralisation et l'autonomie.

Si vous avez plus de temps que de d'argent...

Notre prochaine assemblée générale aura lieu dans la semaine du 10 octobre. Restez informés en visitant

<http://clac-montreal.net>

ou encore écrivez-nous un courriel à info@clac-montreal.net



Si vous avez plus d'argent que de temps...

Plus nous aurons de moyens de lutter contre le capitalisme, plus on aura de chance d'en finir avec !

Pour se faire, émettez un chèque à l'ordre de : Convergence des luttes anticapitalistes et mentionnez "Financement général" sur le chèque.

Et l'envoyer à l'adresse suivante :

QPIRG Concordia (CLAC-2010)
c/o Concordia University
1455 de Maisonneuve O.
Montréal, Quebec H3G 1M8

MERCI BEAUCOUP!!!



**Joignez-vous à la CLAC-Montréal
pour une manifestation anticapitaliste
contre le Sommet du G-20,
le jeudi, 3 novembre 2011**



www.clac-montreal.net

